

RAPPORT ANNUEL 2022

CENTRE DE RECHERCHE ET
D'ENSEIGNEMENT SUR LES
DROITS DE LA PERSONNE

Université d'Ottawa



uOttawa

MOT DU DIRECTEUR



L'année 2022 est sans doute une année de transition par excellence. À cheval entre les années pandémiques où l'essentiel du travail se faisait via les plateformes virtuelles et la période de retour aux bureaux, l'année 2022 a été pour le Centre une année de grandes réalisations en tirant profit des opportunités et moyens logistiques « imposés » par la pandémie, mais aussi en rétablissant les contacts académiques et interpersonnels avec nos différents membres et partenaires. Outre les cours en lignes qui ont attiré 104 inscriptions, le Centre s'est inscrit dans les recommandations de l'Université en organisant de nombreux événements en mode présentiel à commencer par ceux organisés en célébration du 40e anniversaire du Centre. L'organisation de la 14e édition de notre Cours d'été en droit international humanitaire en collaboration avec la Croix-Rouge canadienne, était une occasion idoine pour accueillir au sein de notre institution des chercheurs et professionnels de renommée internationale et d'offrir aux étudiants et

professionnels, canadiens et étrangers, un enseignement et une formation, théorique et empirique d'excellente qualité académique. Les activités initiées et/ou organisées par nos différentes structures durant l'année écoulée méritent d'être grandement soulignées. Le travail effectué par nos membres Salvador Herencia et Slava Balan au sein de la Clinique sur les droits de la personne, dont ils assurent respectivement la direction et la vice-direction, n'en est qu'un exemple. En effet, durant l'exercice 2022, les membres de la clinique ont travaillé sur 6 projets d'envergure internationale. Des projets qui touchent aussi bien l'interaction entre le droit des affaires et les droits de la personne que l'indépendance des juges et l'État de droit au Canada et ailleurs dans le monde notamment en Amérique Latine. Le programme Scholars at Risk uOttawa, dirigé par notre directrice adjointe Viviana Fernandez, est devenu quant à lui un modèle pour les différentes universités canadiennes. Grâce à ce programme, l'Université d'Ottawa a pu accueillir 4 chercheurs venant de pays en proie à des crises politiques et économiques (Yémen, Afghanistan et Ukraine).

Conscients du rôle du Centre dans la promotion des droits de la personne à l'échelle mondiale et d'être un lieu de rencontre et de débats sur les questions en lien avec l'actualité internationale, nous avons réussi, en un temps record, à organiser et à soutenir des activités et des projets sur des sujets sensibles - et d'actualité - dont par exemple ceux portant sur la guerre en Ukraine (Journée Germain-Brière) ou sur la crise politique et constitutionnelle au Pérou. Nous avons également accordé, aussi bien dans nos activités que dans nos communications, une place de choix à l'espace international, culturel et académique francophone pour refléter la diversité de nos approches et de nos réalités institutionnels et académiques.

L'année 2022 était aussi une année de questionnement sur les structures et le fonctionnement du Centre. C'est pourquoi nous avons amorcé, dès l'automne 2022, un projet pour modifier la Constitution du Centre afin d'assurer un meilleur soutien à ces activités et engagements. Ce travail qui, souhaitons-le, devrait continuer dans les prochaines années sera le fruit d'un effort collectif et de l'attachement que nous avons tous ici au Centre, aux valeurs d'équité, de diversité, de transparence et de justice.

Nous sommes fiers de nos réalisations, mais nous savons très bien que la promotion des droits de la personne est un travail de longue haleine et une lutte toujours recommencée.

Professeur **Jabeur Fathally**, Directeur par Intérim
Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP)
Université d'Ottawa

CENTRE DE RECHERCHE & D'ENSEIGNEMENT SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

À propos du CREDP

Le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP) a été créé en 1981 et est l'un des plus anciens centres de ce type au Canada et en Amérique du Nord. Le CREDP a célébré son 40^e anniversaire au cours de l'année universitaire 2021-2022 avec des événements, des activités de recherche et de sensibilisation de haut niveau et en lançant de nouveaux projets impliquant nos membres et nos partenaires, qui vont bien au-delà de nos membres habituels. Dans ce contexte, le Centre a redéfini sa mission: **PORTÉE des droits de la personne — Plaider. Organiser. Rechercher. Transmettre. Éduquer. Engager.**

En faisant la promotion des droits de la personne par le biais d'une approche dynamique et rigoureuse de la recherche-action, le CREDP ajoute de la valeur aux progrès mondiaux et nationaux en matière de droits de la personne grâce à la recherche originale et aux activités de sensibilisation de ses membres et de ses partenaires. En établissant des liens avec les acteurs concernés du gouvernement, de la société civile, des communautés autochtones et du monde universitaire dans le cadre d'événements, d'échanges de connaissances, de projets de recherche et d'autres initiatives, nous offrons aussi des possibilités de formation aux étudiants et aux organisations de la société civile sur des concepts et des méthodologies de pointe.

Le Centre comprend des chercheurs en droit, en sciences sociales, en gestion/affaires et en art, et met particulièrement l'accent sur les questions de politique publique et de justice sociale. Les domaines d'intérêt principaux des membres du Centre sont les suivants : Diversité, identité, inclusion & égalité; Conflits, violence, (in)sécurité & guerre; Gouvernance, droits et État de droit; et, Développement et droits économiques, sociaux et culturels.

Le CREDP bénéficie d'un environnement bilingue et pluri-juridique. Sa situation stratégique dans une capitale du G7 lui permet de mener à bien ses initiatives à tous les niveaux, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux.

QUI NOUS SOMMES

Nos 78 membres sont des universitaires, des étudiants et des acteurs de la communauté au sens large. Nous sommes particulièrement heureux de la diversité de nos membres, qui comprend plus d'une trentaine de nationalités, plus de 40 langues, et un rapport femmes/hommes de 1.3:1.

Membres universitaires

Nadia ABU-ZAHRA
Faculté des sciences sociales
(Comité de gestion)

Jane BAILEY
Faculté de droit

Lori G. BEAMAN
Faculté des arts

Jennifer BOND
Faculté de droit

Magda DONIA
École de gestion Telfer

Karen ELTIS
Faculté de droit
(Comité de gestion)

Jabeur FATHALLY
Faculté de droit

Larisa KURTOVIĆ
Faculté des sciences sociales

André LALIBERTÉ
Faculté des sciences sociales

Jamie LIEW
Faculté de droit

Ravi MALHOTRA
Faculté de droit

Pacifique MANIRAKIZA
Faculté de droit

Nathalie MONDAIN
Faculté des sciences sociales

Isaac NAHON-SERFATY
Faculté des arts

Darren O'TOOLE
Faculté de droit

John PACKER
Faculté de droit

Mona PARÉ
Faculté de droit

Justin Piché
Faculté des sciences sociales

François ROCHER
Faculté des sciences sociales

Scott SIMON
Faculté des sciences sociales

Penelope SIMONS
Faculté de droit (Chaire GFH
sur les droits de la personne &
Comité de gestion)

Joanne ST. LEWIS
Faculté de droit

Valerie STEEVES
Faculté des sciences sociales

Marie-Ève SYLVESTRE
Faculté de droit

Meredith TERRETTA
Faculté des arts

Sophie THÉRIAULT
Faculté de droit

Karine VANTHUYNE
Faculté des sciences sociales

João VELLOSO
Faculté de droit

David WISEMAN
Faculté de droit

Chercheuses & chercheurs associé.es

Pierre Gilles BÉLANGER
*Avocat, Professeur auxiliaire,
Faculté de droit, Section de droit
civil, uOttawa*

Andrew CARSWELL
*Directeur, International Rule of
Law Initiative*

Oonagh E. FITZGERALD
*Chercheuse associée senior
Directrice, Association de droit
international du Canada*

Philip LEECH-NGO
Boursier postdoctoral (2016-17)

Omid B. MILANI
*Ph.D. en droit, Créateur de
Contekst*

Anoush F. TERJANIAN
*Ancienne conseillère spéciale
du vice-recteur, International et
Francophonie, uOttawa*

Jeremy WILDEMAN
*Intérêts de recherche sur la paix,
les études sur les conflits, la
politique du Moyen-Orient, la
politique étrangère canadienne
et les relations internationales.*

Membres étudiant.es

Van ARMENIAN
Faculté des arts

Stéphanie BACHER
Faculté des sciences sociales

Vaaceslav (Slava) BALAN
Faculté de droit
(Comité de gestion)

Tenille BROWN
Faculté de droit

Corinna Simeoni BUHAY
Faculté de droit

Fu-Wei CHANG
Faculté de droit

Melisa HANDL
Faculté de droit

Salvador HERENCIA
Faculté de droit

Bahar JAFARIAN
Faculté de droit

Jocelyn KANE
Faculté des sciences sociales

Andrea KHAN
Faculté des sciences sociales

Marie-Dominik LANGLOIS
Faculté des sciences sociales

Amira MAAMERI
Faculté de droit

Omra MASSTAN
Sciences sociales & droit

Elysa McCONNELL
Faculté des arts

Justine MONETTE-TREMBLAY
Faculté de droit

Nestor NKURUNZIZA
Faculté de droit

Fiorella RABUFFETTI
Faculté des sciences sociales

Murray SNIDER
Faculté de droit

Gloria SONG
Faculté de droit

Membres communautaires

Olabisi AKINKUGBE
*Professeur adjoint, Dalhousie
University*

Mohammed AL-SHUWAITER
*Co-fondateur et directeur
exécutif de Qānūn, la plateforme
arabe des droits de la personne*

Kawkab AL-WADEAI
*Chercheuse & conseillère en
santé mentale (genre, paix &
sécurité)*

Catalina ARANGO
*Coalition pour la liberté
académique dans les Amériques*

Ramon BLANCO-BARRERA
*Ph. D., Artiste, professeur, Faculté
des beaux-arts, Université de
Séville (Espagne)*

Aboubacar DAKUYO
*Professeur à temps partiel,
uOttawa*

David DESBAILLET
*Analyste de politique,
Commission canadienne des
droits de la personne (CHRC)*

Jordi Feo Valero
*Coordonnateur de projet,
Clinique sur les droits de la
personne du CREDP, uOttawa*

Emilie Di GRAZIA
*Responsable technique, Genre,
équité et droits de l'homme,
Organisation mondiale de la
santé (OMS)*

Kirsten FISHER
*Boursière postdoctorale GFH
(2012-13), Professeure agrégée,
University of Saskatchewan*

Adam R. HOUSTON
Ph. D. en droit, uOttawa

Rasha JARHUM
*Co-fondatrice et directrice,
Peace Track Initiative*

Graciela JASA SILVEIRA
*Boursière postdoctorale GFH
(2014-15)*

Janine LESPÉRANCE
*Déceuse externe
indépendante, Nomination
par le Minstre canadien de la
Sécurité Publique et de la
Protection civile*

Jennifer LOPES
*Professeure à temps partiel,
Faculté des sciences sociales,
uOttawa*

Nelson Arturo OVALLE DIAZ
*Professeur à temps partiel,
Faculté de droit, uOttawa*

Jacob TATSITSA
*Ph. D. en histoire politique de
l'Afrique, Département d'histoire,
Faculté des arts, uOttawa*

Julie Ynès ADA TCHOUKOU
*Ph. D. en droit & professeure
adjointe, Faculté de droit,
Section de Common Law,
uOttawa*

Membres du personnel

Jabeur FATHALLY
Directeur par intérim (2022-2023)

John PACKER
Directeur (en sabbatique 2002-2023)

Caroline FAUCHER
Spécialiste, Communications et services-
conseils

Viviana FERNANDEZ
Directrice adjointe

PROFILES VEDETTES

Profilis sélectionnés de nos membres et chercheuses et chercheurs invité.es.



JULIA HERNANDEZ

Chaire de recherche Fulbright Canada sur les droits de la personne & la justice sociale 2022

Julia Hernandez a été nommée à la Chaire Fulbright Canada du CREDP à l'hiver 2022. Elle est professeure agrégée de droit à la CUNY School of Law. Julia pratique et écrit sur le système de régulation familiale dans ses diverses manifestations, en ciblant les familles migrantes, dans les communautés autochtones et dans les systèmes étatiques dans les communautés à travers les États-Unis. Avant de rejoindre CUNY, elle était avocate au sein de la pratique de défense familiale des services de défense de Brooklyn, où elle représentait les parents dans les procédures de négligence et de maltraitance des enfants. Son projet de recherche se concentrait sur la pratique du droit du mouvement dans l'affaire historique *Caring Society*.

ASHLEY BARNES

Boursière postdoctorale Gordon Henderson 2022-2023

Ashley Barnes est une avocate et une chercheuse dont le travail porte sur l'accès à la justice et aux recours en droit international. Elle a obtenu son SJD à la Faculté de droit de l'Université de Toronto. Ses recherches ont été soutenues par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Conseil canadien de droit international, entre autres. En 2017, elle a été chercheuse invitée au Lauterpacht Centre for International Law de l'Université de Cambridge. Elle était auparavant Schulich Fellow à la Schulich School of Law de l'Université Dalhousie. Au cours de son séjour de recherche au CREDP, elle élargira son travail à de nouveaux défis en matière d'accès à la justice, notamment la question d'actualité de l'indemnisation des personnes directement lésées par le changement climatique dans les forums nationaux et internationaux.

GHUNA BDIWI

Boursière postdoctorale Alex Trebek 2022-2023

Ghuna Bdiwi est une avocate et une militante des droits de la personne qui a exercé sa profession en Syrie et au Canada. En Syrie, sa pratique s'est concentrée sur des affaires de détention arbitraire et de torture de détenus politiques. Au Canada, son travail juridique se concentre sur le droit des réfugiés et de l'immigration. Elle est membre du comité constitutionnel syrien chargé de rédiger une nouvelle constitution pour la Syrie. Ghuna est titulaire d'un doctorat, d'une maîtrise en droit (recherche) et d'une maîtrise en common law de la Osgoode Hall Law School (York University), ainsi que d'une maîtrise en droit bancaire et financier international de l'Université Montesquieu Bordeaux IV, en France. En janvier 2022, elle s'est joint au projet *Changement de l'ordre : Façonner l'avenir et garantir les droits dans un monde en transformation* codirigé par le CREDP.

Pierre Gilles Bélanger est chercheur associé du CREDP depuis l'automne 2022. Son doctorat portait sur les réformes du droit criminel afin d'offrir une approche plus légitime du processus pénal, en particulier pour les groupes ou les individus traditionnellement vulnérables à l'État de droit. Il est membre du Barreau du Québec depuis 1988 et est professeur auxiliaire à la Section de droit civil depuis 2021. Pierre Gilles a créé un programme avec certaines universités latino-américaines intitulé *L'ordre politico-juridique en Amérique latine et ses relations avec le Canada*, qui permet aux étudiants et aux universitaires du Canada et de la région de discuter des questions de droits dans une optique commune.

ENSEIGNEMENT & FORMATION

En 2022, le CREDP a offert trois cours en ligne à l'hiver et deux à l'automne, auxquels ont participé 104 étudiants. Après une pause de deux ans due à la pandémie de COVID-19, le Centre a proposé la 14^e édition du Cours d'été en droit international humanitaire (une initiative conjointe avec la Croix-Rouge canadienne) entre le 30 mai et le 3 juin 2022. Pendant le cours, deux présentations hybrides ouvertes aux participants et au public ont analysé les situations des Canadiens détenus arbitrairement dans le nord-est de la Syrie pour des liens présumés avec l'État islamique et les violations commises dans la guerre en Ukraine.

Au cours de l'année écoulée, neuf contrats ou bourses pour des assistants d'enseignement/coordonnateurs de cours/coordonnateurs de projets ont été financés par le Centre, dont la plupart ont bénéficié à des étudiants diplômés en droit. Des étudiants ont également travaillé dans le cadre d'activités spécifiques liées au programme du 40^e anniversaire et à la Clinique sur les droits de la personne.



**29 MAI — 3 JUIN
2022**

**Cours d'été en
DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE
#DIH
#uOttawa #CroixRouge**

**OUVERT AUX
étudiant.e.s
universitaires & aux
professionnel.les**

**INFO
dih-ihl@uOttawa.ca**

Centre de recherche et d'enseignement sur les DROITS DE LA PERSONNE

HUMAN RIGHTS Research and Education Centre

40

CROIX-ROUGE CANADIENNE CANADIAN RED CROSS

uOttawa

© ICRC/ Redwan Al Hashdi/ 2015/ Yémen/ V-P-YE-E-01441 | Taiz, Al Shamsi. Après la mort d'un ami et le déplacement d'autres personnes, une fille joue seule dans un tank détruit.

Cours en ligne

DCC2303 | Legal Aspects of Human Rights (*Offert en anglais.*)

+

DCC2703 | Dimensions juridiques des droits de la personne (*Offert en français.*)

Origines historiques du droit international des droits de la personne. Présentation du droit international comme celle d'un système juridique qui comporte des normes, des principes, des exigences et des outils méthodologiques de recherche spécifiques.

DCC3110 | Inter American System of Human Rights (*Offert en anglais.*)

Introduction au système interaméricain de protection des droits de la personne par thèmes, notamment les droits de la femme, les droits des peuples autochtones, le droit à la démocratie et les droits sociaux.

DCC4119 | Selected Topics in Law: International Human Rights (*Offert en anglais.*)

Problèmes et défis affectant la réalisation et/ou la mise en œuvre des droits de la personne internationaux dans les contextes contemporains. La première édition était consacrée aux *Droits de la personne et gouvernance : Approche des politiques, du droit et du développement fondée sur les droits de la personne.*

CLINIQUE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Faire la différence



Au cours de l'année 2022, la Clinique sur les droits de la personne a travaillé sur six projets impliquant 30 étudiants, sous la direction de Salvador Herencia et Slava Balan, doctorants en droit, respectivement directeur et directeur adjoint de la Clinique, et d'un groupe de coordonnateurs de projet dévoués. Les projets ont abordé ou soutenu les thèmes suivants :

- Entreprises & droits de la personne dans les Amériques;
- Partenariat canadien pour la justice internationale;
- Indépendance des juges et des avocats;
- Scholars at Risk dans les Amériques;
- Soutien au RSNU sur les questions relatives aux minorités; et,
- Renforcement du Conseil pour l'égalité de la Moldavie.

Entreprises & droits de la personne dans les Amériques | Depuis 2014

Le projet se concentre sur la responsabilité des États d'origine à l'égard des activités des entreprises privées opérant en Amérique latine. Au cours de l'année 2022, la Clinique a soutenu les défenseurs des droits de la personne dans les Amériques en soumettant 2 mémoires d'amicus curiae à la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur des affaires concernant la pollution de l'environnement et son impact sur la santé des communautés rurales (affaire La Oroya vs Pérou) et sur une affaire concernant les droits des peuples autochtones en isolement volontaire (affaire des peuples autochtones Tagaeri et Taromenane vs Équateur). Ces deux décisions sont attendues pour 2023. En outre, la Clinique s'est associée à différentes cliniques juridiques et ONG pour obtenir la libération de six défenseurs de l'environnement au Honduras en février 2022, après 914 jours de détention arbitraire dans une prison de haute sécurité pour s'être opposés à des projets miniers affectant leur communauté, leur territoire et l'accès à l'eau potable de la rivière Guapinol.

Partenariat canadien pour la justice internationale (PCJI) | 2016-2023

Ce partenariat du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) se terminera officiellement à l'hiver 2023 alors que la participation de la Clinique au projet s'est terminée à l'automne 2022. Le PCJI a bénéficié du travail de partenaires clés : le Centre canadien pour la justice internationale (Université Laval), l'ancien Partenariat canadien pour la justice internationale et Avocats sans frontières Canada. Les membres du CREDP João Velloso, Penelope Simons et John Packer ont participé à l'initiative comme conseillers académiques et, Aboubacar Dakuyo, Ph.D., a travaillé comme coordonnateur du projet. Le 1^{er} décembre, le CRSH a remis le Prix du partenariat 2022 au PCJI. Ce prix reconnaît la contribution d'un partenariat financé par le CRSH qui, grâce à la coopération mutuelle et au partage du leadership intellectuel et des ressources, a un impact et une influence au sein ou au-delà de la communauté des chercheurs en sciences humaines.

Indépendance des juges et des avocats | 2017-2022

Depuis décembre 2016, la Clinique a fourni un soutien à la recherche à M. Diego García-Sayán, RSUN sur l'indépendance des juges et des avocats, sous la direction du professeur John Packer et de l'ancien chercheur associé Jordi Feo, Ph.D., en effectuant des recherches et en rédigeant des rapports thématiques. M. García-Sayán a terminé son mandat de 6 ans en octobre 2022, mettant fin à la collaboration avec le CREDP. Pour 2022, l'équipe a contribué à deux rapports publics :

- [L'indépendance de la magistrature à la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), à l'Assemblée Générale, Doc. de l'ONU A/77/160 (11 juillet 2022).
- [Protection des avocats contre les intérences indues dans l'exercice libre et indépendant de leur profession](#), au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU A/HRC/50/36 (22 avril 2022).

Scholars at Risk (SAR) dans les Amériques | Depuis 2018

Depuis 2018, la Clinique surveille les situations susceptibles d'affecter la liberté académique dans sept pays : Brésil, Canada, Colombie, Haïti, Honduras, Mexique et Venezuela sous la direction des professeurs Isaac Nahon-Serfaty et João Velloso avec le soutien de la coordonnatrice de projet Catalina Arango et du directeur de la Clinique Salvador Herencia. À l'automne 2022, la nouvelle coordonnatrice, Fiorella Rabuffetti, a rejoint l'équipe et a élargi la portée du projet à neuf pays : Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Mexique, Nicaragua, Pérou, Uruguay et Venezuela.

En 2022, le CREDP, l'Université de Monterrey (Mexique) et le Réseau Scholars at Risk (New York) ont continué à faire partie d'un réseau universitaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) afin de fournir une assistance technique et de contribuer au développement du Système interaméricain des droits de l'homme. Le travail lié à ce réseau académique comprenait l'élaboration d'un rapport sur les incidents ou les attaques contre la liberté académique dans les Amériques, qui a été soumis en décembre. En ce qui concerne les actions de plaidoyer, l'accent a été mis sur les tentatives du gouvernement mexicain de contrôler les universités par le biais d'interférences politiques, affectant ainsi l'autonomie des universités et la liberté académique. Ces actions comprenaient l'organisation de webinaires, la participation à une conférence avec des membres du Sénat mexicain et la rédaction d'articles d'opinion.

Soutien au RSNU sur les questions relatives aux minorités | Depuis 2022

Ce projet vise à soutenir le mandat du rapporteur spécial des Nations unies sur les questions relatives aux minorités, M. Fernand de Varennes, Ph.D. John Packer est le conseiller académique et Slava Balan, candidat au doctorat, est le coordonnateur du projet. L'objectif est d'informer les communications envoyées par le mandat aux gouvernements concernant les violations présumées des droits des minorités. Les résultats de la recherche développés à ce jour se concentrent sur des questions concernant la persécution présumée des défenseurs des droits des minorités, les violations des droits linguistiques et culturels des minorités dans plus d'une douzaine de pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique.

Renforcement du Conseil pour l'égalité de la Moldavie | Depuis 2021

Ce projet a été créé grâce à un partenariat avec le Conseil pour l'égalité de Moldavie, avec le professeur John Packer comme conseiller académique et Slava Balan comme coordonnateur du projet. Celui-ci vise à soutenir la résolution des conflits interethniques et à prévenir la discrimination par le biais de recherches et de documents consultatifs sur les droits de la personne et les questions de discrimination examinées par le Conseil pour l'égalité de la Moldavie. Les documents élaborés à ce jour comprennent des questions relatives à la discrimination fondée sur des motifs linguistiques, à la discrimination potentielle fondée sur le statut vaccinal contre la COVID-19 et à une étude comparative des régimes d'incitation à la haine.

ÉTENDRE NOTRE PORTÉE

Universitaires invités



Outre la professeure Julia Hernandez (voir Profils vedettes), le Centre a accueilli Ümmühan Elçin Ertuğrul, professeure agrégée de droit international public à l'Université de Kırıkkale en février 2022 pour un an. Elçin est avocate inscrite au barreau d'Ankara, en Turquie, et a terminé son doctorat sur la responsabilité de l'État pour les normes impératives du droit international, en droit international public à l'Université Gazi d'Ankara. Elle enseigne le droit international, le droit des droits de la personne, le droit des étrangers et des citoyens, le droit des conflits armés internationaux et le règlement pacifique des différends internationaux. L'objectif de sa visite était d'étudier les questions de partage des charges liées au droit des réfugiés, au statut de protection temporaire, à l'action collective et à la coopération de la communauté internationale.

Améliorer l'expérience étudiante

Cinq membres étudiants des facultés de sciences sociales, de musique et de droit, tous candidats au doctorat, ont bénéficié de notre Fonds de voyage pour étudiants. Grâce à ce soutien, ils ont participé à plusieurs événements nationaux et internationaux : la 8^e conférence de l'*International Society for Child Indicators*, Gramado au Brésil (25-27 mai); la conférence sur la Charte organisée par le CREDP à Ottawa (16-17 juin); les cours d'été de l'Académie de droit international de La Haye aux Pays-Bas (1-19 août); et la conférence *Children in armed conflict : How can they be protected in a multilevel international framework?* ainsi que des réunions avec le Centre sur les conflits et les droits de l'enfant de l'Université du Luxembourg et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Amsterdam, Pays-Bas (21-24 novembre).

Collaboration professionnelle

Dans le cadre du projet *Changement de l'ordre : Façonner l'avenir et garantir les droits dans un monde en transformation*, le postdoctorant David Hughes a lancé l'*Atelier sur les déplacements forcés* pour les jeunes chercheurs à l'automne 2021. Ce réseau interdisciplinaire de 25 universitaires en début de carrière venus du monde entier a poursuivi ses échanges sous la direction de la postdoctorante Ghuna Bdiwi au cours de l'année 2022. Les travaux ont été présentés dans le cadre de deux panels lors de la 14^e conférence annuelle de l'Association canadienne pour l'étude des réfugiés et des migrations forcées (CARFMS) qui s'est déroulée (virtuellement) à l'Université de Waterloo en novembre.

La directrice adjointe Viviana Fernandez siège au conseil d'administration de l'Association des instituts des droits de la personne (AHRI) depuis septembre 2021. À ce titre, elle dirige un groupe de travail sur le développement institutionnel et la coopération. Viviana a participé à la conférence annuelle 2022 de l'AHRI (septembre), organisée par l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud, sur le thème des droits de la personne et de la technologie.

Le Centre occupe un poste permanent au sein du Comité directeur du Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur les droits de l'enfant (LRIDE) et, à partir d'octobre 2020, soutient le Laboratoire dans les questions opérationnelles et les tâches liées aux communications. Le CREDP est également un membre fondateur de l'Association canadienne des instituts des droits de la personne (CAHRI), qui compte 14 membres à travers le pays.

SCHOLARS AT RISK À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Le CREDP assume la responsabilité organisationnelle du programme Scholars at Risk (SAR) uOttawa depuis 2014. La directrice adjointe Viviana Fernandez a été membre du Comité directeur de la Section canadienne (SAR Canada) de 2016 à 2022 (présidente de 2020 à 2022) et participe au Comité consultatif international de SAR depuis 2016.

En 2022, le Programme SAR uOttawa a accueilli quatre chercheurs : Faisal Al-Kamali, chercheur en génie des communications du Yémen (décembre 2021 à novembre 2023); Shabnam Salehi, ancienne commissaire de la Commission afghane indépendante des droits de la personne et récipiendaire du Prix Diane von Furstenberg 2022 qui reconnaît et appuie des femmes extraordinaires qui se consacrent à transformer la vie d'autres femmes (mai 2022 à avril 2023); Zahra Hakimi, chercheuse afghane en soins infirmiers (décembre 2022 à décembre 2024); et Olha Chernovol, avocate ukrainienne accueillie par la Faculté de droit, section droit civil (juillet 2022 à juillet 2023).



Ces placements ont été rendus possibles grâce à une allocation du Cabinet du vice-recteur à la recherche et à l'innovation (CVRRRI), en plus de deux bourses financées par le Scholars Rescue Fund (50 000 \$US, montant total alloué au professeur Claude D'Amours, Faculté de génie) et des contributions de l'Association des professeurs de l'Université d'Ottawa (APUO) et de donateurs individuels.

Le programme comprend également l'initiative des universitaires à distance qui se concentre sur le Venezuela. En 2021-2022, deux boursières ont été choisies dans les domaines de la politique scientifique et des maladies infectieuses. Une nouvelle cohorte de boursiers devrait commencer son mandat en 2023. Le Programme SAR uOttawa dirige également le travail d'une équipe de surveillance de la liberté académique par l'entremise de notre Clinique des droits de la personne (plus de détails sur ce travail disponibles dans les pages précédentes).



Le développement de la Coalition pour la liberté académique dans les Amériques (CLAA) a également constitué une part importante du travail de l'année écoulée. Il s'agit d'une initiative menée conjointement par le CREDP, l'Universidad de Monterrey et le Réseau Scholars at Risk. Le projet vise à accroître la sensibilisation et le plaidoyer en faveur de la liberté

académique dans les Amériques, afin de développer et de concrétiser des normes pertinentes en matière de droits de la personne, à la fois pour protéger les espaces d'enseignement supérieur dans l'hémisphère occidental et pour modéliser les meilleures pratiques dans d'autres régions. Les partenaires ont organisé plusieurs événements virtuels ainsi que la première conférence sur la liberté académique dans les Amériques, qui s'est tenue à Monterrey les 10 et 11 novembre. Un numéro spécial de la *Revista Internacional de Derecho y Ciencias Sociales* (U. de Monterrey) est en cours de rédaction. Cet événement en personne a rassemblé des participants de plusieurs pays de la région des Amériques, d'Europe et d'Asie. Un site web et une présence sur les médias sociaux ont été lancés, et le groupe a élu la directrice adjointe Viviana Fernandez en tant que représentante du Comité consultatif international de la recherche et du sauvetage. Une deuxième subvention de l'Open Society Foundation a été approuvée au printemps et permettra de prolonger le travail de la Coalition jusqu'en 2024.

Événements & engagements connexes

Viviana Fernandez a présenté SAR Canada et le travail de la Clinique sur les droits de la personne du CREDP à uOttawa lors d'une table ronde virtuelle organisée par l'Université York et intitulée *Scholars At Risk: Academic Freedom and the University* (3 février). Elle a également participé à une table ronde intitulée *Strategies to Protect Academic Freedom* organisée par la CAFA (23 mars) et a fait une présentation à l'Université de Windsor sur le programme de SAR uOttawa (25 octobre).

Viviana a assisté au *2022 Philipp Schwartz Initiative & Inspireurope Stakeholder Forum*, qui s'est tenu à Berlin (10-11 mai) en tant que membre du Comité consultatif international du SAR. Viviana a été interviewée par l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université (ACPPU) pour présenter la situation des universitaires en danger au Canada ([Soutenir les universitaires en danger | Bulletin de février](#)) et par *University Affairs* pour discuter de l'impact de la guerre en Ukraine sur le monde universitaire canadien (avril).

Salvador Herencia, Catalina Arango et Viviana Fernandez ont organisé et participé à la première conférence de la CAFA à Monterrey, au Mexique (10-11 novembre), qui comprenait le lancement mondial du rapport *SAR Free to Think 2022*.

FINANCEMENT & PARTENARIATS DE RECHERCHE

Au cours de l'année 2022, le Centre a participé à sept demandes de subvention auprès du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et de l'Open Society Foundation.

Le CREDP a continué à s'engager activement dans neuf partenariats de recherche, dont sept financés par le CRSH, un soutenu par le Forum Alex Trebek pour le dialogue et un financé par l'Open Society Foundation. Les thèmes, les chercheurs principaux et les professeur.es membres du CREDP impliqués sont énumérés ici :

ACCÈS À LA JUSTICE DES ENFANTS ET VULNÉRABILITÉ

Sous la direction de la professeure **Mona Paré**.

STRENGTHENING JUSTICE FOR INTERNATIONAL CRIMES: A CANADIAN PARTNERSHIP

Sous la direction de la professeure Fannie Lafontaine (Université Laval), incluant les professeurs **Jennifer Bond**, **John Packer**, **Penelope Simons** et **João Velloso**.

IMPACTS - COLLABORATIONS TO ADDRESS SEXUAL VIOLENCE ON CAMPUS

Sous la direction de la professeure Shaheen Shariff (Université McGill), incluant les professeures **Jane Bailey** et **Valerie Steeves**.

ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE - ADAJ

Sous la direction du professeur Pierre Noreau (Université de Montréal), incluant le professeur **João Velloso**.

THE eQUALITY PROJECT

Sous la direction des professeures **Valerie Steeves** et **Jane Bailey**. Ce partenariat, financé par le CRSH, explore depuis 2017 un éventail de questions qui affectent la relation des jeunes avec la technologie numérique et l'expérience qu'ils en ont. Le 1^{er} octobre 2022, le projet a organisé un Sommet de la jeunesse pour discuter des enjeux politiques découlant de l'introduction de l'intelligence artificielle et des technologies éducatives dans les écoles canadiennes. Il s'agissait de la dernière activité publique du partenariat, qui a rassemblé 30 jeunes participants engagés, âgés de 15 à 18 ans, et des décideurs politiques. Un rapport sur les résultats du dialogue sera publié dans les prochains mois.

AUTONOMY THROUGH CYBERJUSTICE TECHNOLOGIES

Sous la direction du professeur Karim Benyekhlef (Université de Montréal), incluant la professeure **Jane Bailey**.

OBSERVATOIRE SUR LES PROFILAGES

Sous la direction de la professeure Céline Bellot (Université de Montréal) et les professeurs **Marie-Ève Sylvestre** et **João Velloso**.

CHANGEMENT DE L'ORDRE :

FAÇONNER L'AVENIR ET GARANTIR LES DROITS DANS UN MONDE EN TRANSFORMATION

Dirigé conjointement par le Centre d'études en politiques internationales (CÉPI), l'Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique (ISSP), le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP) et le Carrefour des réfugiés, dont les membres sont les professeurs **Jennifer Bond** et **John Packer**.

COALITION FOR ACADEMIC FREEDOM IN THE AMERICAS (CAFA) | COALICIÓN POR LA LIBERTAD ACADÉMICA EN LAS AMÉRICAS (CLAA)

Dirigé conjointement par le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP), l'Université de Monterrey ainsi que le Réseau Scholars at Risk (SAR) et financé par la Open Society Foundation. Le projet de deux ans implique les membres **Salvador Herencia**, **Catalina Arango** et la directrice adjointe **Viviana Fernandez**.

Félicitations à nos membres qui ont reçu un financement de la recherche en 2022 :

MEMBRES UNIVERSITAIRES

André Laliberté et **Scott Simon** ont reçu une subvention de 10 975 \$ du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour le projet Connexions intitulé *The Challenge of China: Protecting Human Rights and Democracy in Global Institutions*. **Scott Simon** a également obtenu 5 000 \$ US de la Fondation taïwanaise pour la démocratie pour l'organisation de la conférence.

Le directeur du CREDP **John Packer** a reçu une subvention de 11 400 \$ de l'Académie canadienne de la défense pour un contrat de recherche intitulé *Situating the Relationship between Human Security and International Law*. La recherche a été effectuée en collaboration avec **Slava Balan**, membre étudiant.

Justin Piché a obtenu une subvention de développement des connaissances du CRSH de 61 319 \$ (2022-2024) pour le projet *Escape Rooms and Prison Tourism: A Study of Cultures of Penalty and Carceral Retasking* (co-applicant). Justin a également reçu une subvention Savoir du CRSH de 308 991 \$ à titre de candidat principal pour le projet intitulé *Locating Penitentiaries in Canada: How Carceral Space Matters* (2022-2027) et d'une subvention spéciale Collabzium de 7 160 \$ de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa.

Valerie Steeves et **Jane Bailey** ont bénéficié d'une subvention de 120 000 \$ de la Law Foundation of British Columbia et d'une subvention de 26 749 \$ du CRSH pour le *Youth Summit on Privacy, Equality and Education Technologies* qui constituait la dernière activité de leur subvention de partenariat *The eQuality Project*.

Karine Vanthuyne a obtenu une subvention Connexions du CRSH de 27 035 \$ pour le projet *Indigenizing Post-Secondary Curricula with Indigenous Curriculum Specialists*. a également reçu une subvention spéciale Collabzium de 7 160 \$ de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa pour le projet *The futures of reparation in Latin America: imagination, translation and belonging*.

CHERCHEURS ASSOCIÉS

Jeremy Wildeman a reçu une subvention de 447 000 \$ du CRSH (2022-2025) en tant que chercheur principal, pour le projet *Race, Gender and Diversity Initiative' stream, Canada: The right to housing for tenants with disabilities in Canada*.

COLLABORATIONS EXTERNES

40^e anniversaire



Le Centre a poursuivi la célébration de son 40^e anniversaire au cours de l'hiver 2022. Un programme d'activités et d'événements s'est déroulé de septembre 2021 à juin 2022, avec en point culminant la conférence Notre CHARTE - Nos DROITS (16-17 juin) pour marquer le lien direct entre la création de la Charte canadienne des droits et libertés (1982) et la naissance de notre Centre quelques mois plus tôt.

Activités & événements

En 2022, le Centre a accueilli ou participé à cinquante-cinq (55) activités ou événements (en personne ou en ligne), dont deux lancements de livres, quatre projections de films, une exposition d'art, six conférences universitaires de deux jours et sept ateliers/symposiums/sommets. Ces événements ont été organisés avec 53 partenaires représentant des agences gouvernementales, des groupes de recherche, des fondations, des ONG nationales et internationales, des cabinets d'avocats, des ambassades, des rapporteurs spéciaux des Nations unies, des groupes d'étudiants, etc. et ont attiré au total quelque 3 700 participants (liste des événements, des rapports et des résultats du Centre disponible sur le site web).

Le Centre a organisé un événement de réseautage virtuel pour les étudiants et les anciens étudiants récents avec Alex Neve (ancien secrétaire général d'Amnesty International Canada) et s'est associé à Human Rights Watch dans le cadre de son festival annuel de films sur les droits de la personne à Toronto. Le Centre a également accueilli la lauréate 2019 du Prix des droits de la personne de l'ambassade du Canada au Venezuela, Mme Katherine Martinez de l'ONG Prepara Familia, ainsi que l'ambassadrice des Pays-Bas pour les droits de la personne, Bahia Tahzib-Lie, Ph. D., et l'ambassadrice des Pays-Bas au Canada, Ines Coppoolse, pour un échange et une brève discussion sur les intérêts et les défis communs, notamment des défenseurs des droits de la personne, des activistes en exil et des universitaires en danger (SAR). Les deux visites ont eu lieu en juin 2022.

La Faculté de droit utilise régulièrement les salles du Centre pour des cours, des activités étudiantes et une série de déjeuners de recherche organisés par la doyenne Kristen Boon (Common Law) au cours du semestre d'automne.

Quelques événements



Notre CHARTE — Nos DROITS

Ce rassemblement bimodal et bilingue de deux jours a réuni des étudiants en droit et en journalisme de tout le Canada, des défenseurs, des universitaires, des analystes politiques et des politiciens du Canada et de l'étranger. Parmi les intervenants de haut niveau figuraient les rapporteurs spéciaux des Nations unies sur le droit de réunion et d'association pacifiques et sur les questions relatives aux minorités, le secrétaire parlementaire du ministre de la justice et procureur général du Canada, trois anciens ministres de la justice, procureurs généraux, députés et sénateurs, le président de la Commission canadienne des droits de la personne et le commissaire aux droits de la personne de la Colombie-Britannique, le président de l'Inuit Tapiriit Kanatam, ainsi que l'ancien président de la Commission écossaise des droits de l'homme. Le rassemblement a été conçu pour marquer le 40^e anniversaire du Centre et le 40^e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés. L'événement a été l'occasion d'une analyse critique des politiques et pratiques nationales et étrangères - lois, institutions, programmes - nécessaires à la jouissance effective des droits de la personne et à leur pleine réalisation.



Lancement du livre | VALLEY OF THE BIRDTAIL: An Indian Reserve, a White Town, and the Road to Reconciliation

Ce livre explore le parcours de 150 ans qui a transformé la ville de Rosburn et la réserve indienne de Waywayseecappo, au Manitoba, en communautés séparées et inégales. Leur histoire reflète en grande partie ce qui n'a pas fonctionné dans les relations entre les peuples autochtones et les Canadiens non autochtones. Andrew Stobo Sniderman, ancien membre du CREDP, et Douglas Sanderson (Amo Binashii) ont présenté leur best-seller lors d'un lancement de livre qui a donné lieu à des échanges passionnants avec des membres de la communauté et des étudiants en droit.



Conférence Germain-Brière :

La guerre en Ukraine & le droit international humanitaire

Cette conférence annuelle porte sur un sujet d'actualité juridique. Elle a été créée en 2008 pour honorer la mémoire de M. Germain Brière, professeur émérite à la Section de droit civil où il a enseigné pendant plus de trente ans. Le thème de cette année était la guerre en Ukraine et le droit international humanitaire et la session s'est déroulée en français.

Le défi de la Chine : Protéger les droits humains et la démocratie dans les institutions mondiales du 21^e siècle

La République populaire de Chine (RPC) pose sans aucun doute les défis les plus pressants en matière de droits de la personne depuis la création des Nations unies et des institutions mondiales qui ont été mises en place pour mettre fin à la guerre et protéger les droits de la personne pour tous. Des experts juridiques et des spécialistes des sciences sociales de Taiwan, de France, des États-Unis, du Canada et de l'Université d'Ottawa ont examiné ce que la communauté internationale, et plus particulièrement le Canada, peut faire pour encourager la Chine à se conformer aux normes internationales en matière de droits de la personne.

L'Honorable Rosalie Silberman Abella — Une vie d'avant-garde

Le Centre de droit public, l'Institut canadien d'administration de la justice, The Advocates' Society et le CREDP ont organisé une conférence pour célébrer la carrière remarquable et l'héritage de l'honorable juge Rosalie Silberman Abella de la Cour suprême du Canada. Les panels se sont déroulés sur deux jours et ont examiné son influence sur le droit et la société. La conférence s'est tenue en personne à Ottawa et en ligne.



FOCUS SUR L'UKRAINE

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le Centre a soutenu les déclarations de l'Association des instituts des droits de la personne (AHRI) et de l'Association canadienne des instituts des droits de la personne (CAHRI) contre ce conflit illégal. Le CREDP a organisé plusieurs webinaires sur le sujet et une session spéciale précédant l'université d'été annuelle sur le droit international humanitaire a été consacrée au conflit. Des membres universitaires ont également donné des entrevues sur la question des crimes de guerre et des règles d'engagement qui devraient s'appliquer au conflit.

ARTS + DROITS DE LA PERSONNE



Depuis 2014, le HRREC s'est délibérément engagé dans une expérience multidisciplinaire des questions relatives aux droits de la personne encadrées par les différentes formes d'expression artistique créative telles que les arts visuels, la performance, les médias, la cinématographie, la musique et la littérature.

Au printemps 2022, **Oonagh Fitzgerald**, chercheuse associée senior, et **Ramon Blanco-Barrera**, membre de la communauté, ont entrepris d'organiser le 2^e symposium du CREDP sur les Arts + Droits de la personne. Que sont les droits de la personne à l'ère posthumaine de l'Anthropocène ? et Les arts et les droits de la personne dans le contexte d'être des cyborgs, de vivre des avenir spéculatifs. Ces initiatives ont débouché sur un symposium de deux jours qui s'est tenu de manière bimodale en avril 2022 et qui a porté sur le thème de la construction de relations positives : Les arts, le nouveau matérialisme, le posthumanisme et les droits de la personne. Les œuvres artistiques, les expériences et les idées partagées par les participants ont enrichi les discussions. Au cours de l'été, les participants ont donné leur avis sur une première ébauche d'idées pour un Manifeste. Parmi les participants figuraient des universitaires et des défenseurs des droits de la personne, de la philosophie et des arts, ainsi que des artistes, des conteurs, des danseurs et des musiciens du monde entier. Des enregistrements vidéo du symposium, le Manifeste et les rapports des ateliers et du symposium, y compris de brèves informations biographiques sur les participants, sont disponibles sur le site web du CREDP. Une exposition multimédia aura lieu au printemps 2023 à l'Université Concordia avec le soutien de Milieux et LeParc de l'Université Concordia, de l'Universidad de Sevilla, en Espagne, et d'Emergent Art Space (EAS).

Le CREDP s'est également associé à Omid Milani, chercheur associé du Centre, titulaire d'un doctorat en droit et fondateur de Kontekst, pour lancer un projet intitulé *Les droits et les libertés de chacun*. Coïncidant avec le 40^e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, l'idée était de créer un bulletin de caricatures politiques présentant les points de vue de dessinateurs éditoriaux sur les manifestations et les violations des droits de l'homme et des libertés dans divers contextes sociopolitiques. Vingt-quatre (24) caricatures ont été choisies parmi les œuvres soumises par des dizaines de caricaturistes politiques de renommée mondiale provenant d'une multitude de pays. Les caricatures ont été sélectionnées par les jurés Hilal Özcan de Turquie et Mello du Brésil, qui brillent actuellement parmi les plus brillants caricaturistes politiques du monde. L'exposition a été présentée lors de la conférence *Notre Charte — Nos droits* et lors d'une exposition artistique temporaire au Sénat canadien, coparrainée par la Sénatrice Marilou McPhedran (14-16 juin).



PUBLICATIONS

Nos membres publient régulièrement dans des revues à comité de lecture, contribuent à des blogs, rapports, articles d'opinion, etc. Ils peuvent aussi contribuer aux *Documents de travail du CREDP*, disponible sur uOResearch. Voici une sélection de leurs publications.

LIVRES

Blanco-Barrera, R. (Éd.). (2022). *Arte frente a los retos del presente: discursos acerca de lo gráfico en el espacio*. Spain: Ediciones Egregius, 128 p.

Blanco-Barrera, R. et del Mar Garcia-Jimenez, M. (Éds.). (2022) *Consideraciones en torno a la fotografía íntima como revulsivo de lo social*. Spain: Ediciones Egregius, 124 p.

Blanco-Barrera, R. et del Mar Garcia-Jimenez, M. (Éds.). (2022). *La narración de lo salvaje: ensayos sobre la imagen digital videocreativa*. Spain: Ediciones Egregius, 118 p.

Bourdeaux, P., Dufourmont, E., **Laliberté, A.** et Madinier, R. (Éds.). (2022). *Asia and the Secular: Francophone Perspectives in a Global Age*. Berlin: De Gruyter, 247 p.

Laliberté, A. (2022). *Chinese Religions and Welfare Regimes beyond the PRC: Legacies of Empire and Multiple Secularities*. Palgrave Macmillan Singapore, 228 p.

Laliberté, A. (2022). *Religion and China's Welfare Regimes: Buddhist Philanthropy and the State*. Palgrave Macmillan Singapore, 327 p.

Morris, S., Juma, K., **Terretta, M.** et Tamara Lenard, P. (2022). *Ordinary People, Extraordinary Actions: Refuge Through Activism at Ottawa's St. Joe's Parish*. Ottawa: University of Ottawa Press, 176 p.

Paré, M., Bruning, M., Moreau, T. et Siffrein-Blanc, C. (Éds.). (2022). *L'accès des enfants à la justice : Bilan critique*. Paris: Dalloz, 229 p.

Paré, M., Bruning, M., Moreau, T. et Siffrein-Blanc, C. (Éds.). (2022). *Children's Access to Justice: A Critical Assessment*. Cambridge (UK): Intersentia, 258 p.

Regan Wills, E., Wildeman, J., Bueckert, M. et **Abu-Zahra, N.** (Éds.). (2022). *Advocating for Palestine in Canada*. Fernwood Publishing, 240 p.

CHAPITRES DE LIVRES

Bailey, J. et Ford, V. (2022). Parenting in the Shadow of Corporate Surveillance: Education Technology and Children's Privacy in a Pandemic Age. Dans Green, F.J. et McLeod Rogers, J. (Éds.), *Parenting/Internet/Kids: Domesticating Technologies*, Bradford (ON): Demeter Press, Chapitre 14.

Laliberté, A. (2022). Hiding in Plain Sight: Paradigms Shifts in the Study of the 'Religious Question' in China. Dans Hua, S. (Éd.), *Paradigm Shifts in Chinese Studies*, Palgrave Macmillan Singapore, p. 235-261.

Nahon-Serfaty, I. (2022). L'affaire Lieutenant-Duval, les autels du sacrifice numérique et la foule vertueuse. Dans Gilbert, A., Prévost, M. et Tellier, G. (Éds.), *Libertés malmenées : Chronique d'une année trouble à l'Université d'Ottawa*, Montréal: Leméac.

O'Toole, D. (2022). Blut und Boden: "Mixed-Bloods" and Métis in U.S. Allotment and Canadian Enfranchisement Policies. Dans Heath Justice, D. et O'Brien, J.M. (Éds.), *Allotment Stories: Indigenous Land Relations under Settler Siege*, Minneapolis: University of Minnesota Press.

Paré, M. (2022). Signification et efficacité de la participation des enfants dans les procédures judiciaires de protection de l'enfance au Québec (Canada). Dans Paré, M., Bruning, M., Moreau, T. et Siffrein-Blanc, C. (Éds.), *L'accès des enfants à la justice : Bilan critique*. Paris: Dalloz, p. 43-54.

Paré, M. (2022). The Significance and Effectiveness of Children's Participation in Judicial Child Protection Procedures in Quebec, Canada. Dans Paré, M., Bruning, M., Moreau, T. et Siffrein-Blanc, C. (Éds.), *Children's Access to Justice: A Critical Assessment*, Cambridge (UK): Intersentia, p. 55-67.

Paré, M. (2022). L'intérêt supérieur de l'enfant : La recherche de convergences parmi les approches divergentes. Dans Lapierre, S. et Vincent, A. (Éds.), *Le meilleur intérêt de l'enfant victime de violence conjugale : Enjeux et réponses sociojudiciaires*, Québec: Presses de l'Université du Québec, p. 13-32.

Simon, S. et **Laliberté, A.** (2022). Taiwan Studies in Canada: Addressing Challenges of the 21st Century. Dans Lipinsky, A. et Michael Hsiao, H.H. (Éds.), *The Many Faces of Taiwan's Cultural Diplomacy: Marking the First Decade of VCTS*. Vienna: LIT Verlag, p. 135-153.

Terretta, M. (2022). Claiming Lands, Claiming Rights in Africa's Internationally Supervised Territories. Dans Jensen, S.L.B. et Walton, C. (Éds.), *Social Rights and the Politics of Obligation in History*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 264-286.

Vanthuyne, K. et Dugal, M.-C. (2022). Rehabilitating Guerillas in Neo-Extractivist Guatemala. Dans Federman, S. et Niezen, R. (Éds.), *Narrative of Mass Atrocity: Victims and Perpetrators in the Aftermath*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 113-139.

REVUES (Éditeurs invités)

Walby, K., Munn, M. et **Piché, J.** (Février 2022). General Issue: (Beyond) Life in Prison. *Journal of Prisoners on Prisons*, 30(1): 11 articles.

ARTICLES

Blanco-Barrera, R. et Salteiro, I. (Juin 2022). Una reconciliación con el arte: discursos gráficos para el desarrollo social. *Revista Visuais*, 8(1): 58-69.

Côté-Lussier, C., Walby, K. et **Piché, J.** (Août 2022). Research Notes - COVID-19 and Views of Imprisonment in a Sample of Prison Tourists. *Canadian Review of Sociology*, 59(3): 412-426.

DesBaillets, D. et Hamill, S.E. (Août 2022). Coming in from the Cold: Canada's National Housing Strategy, Homelessness, and the Right to Housing in a Transnational Perspective. *Canadian Journal of Law and Society / La Revue Canadienne Droit et Société*, 37(2): 273-293.

Fisher, K.J. (Janvier 2022). The Expressive Value of Prosecuting Aged Defendants: A Rebuke of Ageism. *International Criminal Law Review*, Special Issue: Visibilities and Aesthetics of Prosecuting Aged Defendants, 22(1-2): 63-85.

Laliberté, A. (Janvier 2022). The Legacy of an Accommodative Secularism: Religions and Taiwan's Responses to COVID-19. *Vienna Journal of East Asian Studies*, 14 (1): 1-33.

Mussell, L., **Piché, J.**, Walby, K et Guenther, L. (2022). 'A prison is no place for a party': Neoliberalism, Charitable Fundraising, Carceral Enjoyments and Abolitionist Killjoys. *Contemporary Justice Review*, 25(1): 56-81.

Mussell, L., Walby, K. et **Piché, J.** (Janvier 2022). Carceral-capital-charitable politics in Kingston, Ontario: analyzing relationships of embeddedness and indebtedness. *Crime, Law and Social Change*, 77(1): 47-68.

Piché, J. et Walby, K. (Fall 2022). Inonder l'espace médiatique, contester le manque de transparence de l'État : L'importance de la criminologie de l'actualité en temps de pandémie. *Criminologie*, 55(2): 239-267.

Terretta, M. (Mai 2022). Decolonizing International Law? Rights Claims, Political Prisoners, and Political Refugees during French Cameroon's Transition from Trust Territory to State. *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 42(1): 3-19.

Terretta, M. (Mai 2022). Heart Transplants, Legislating Death and Disruptive Anti-Apartheid Advocacy. *Law & History Review*, 40(2): 1-35.

Vanthuyne, K. et Gauthier, M. (June 2022). Mining the Land While Sustaining liyiyiutuwin: Exercising Indigenous Sovereignty through Collaboration in Eeyou Istchee. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 55 (2): 279-299.

RAPPORTS, DOCUMENTS D'ORIENTATION & AUTRES PUBLICATIONS

Biss, M., Porter, B., Raza, Sahar et **DesBaillets, D.** (2022). *Progressive Realization of the Right to Adequate Housing: A Literature Review*. Préparé pour le Conseil national du logement (CNL).

Connelly, C., Seck, S.L. et **Simons, P.** (Avril 2022). *Issue Brief: Impact Assessment and Responsible Business Guidance Tools in the Extractive Sector; An Environmental Human Rights Toolbox for Government, Business, Civil Society & Indigenous Groups*. (SSHRC Knowledge Synthesis Grant: Informing Best Practices in Environmental and Impact Assessments).

Le Bouthillier, Y., Torres, M. et **Ovalle Diaz, N.A.** (2022). *Building Constructive and Sound Labour Relations in Colombia: A contribution towards the improvement of labour practices in Colombia*. Publications de Common law (<http://hdl.handle.net/10393/44413> : Disponible via Recherche uO)

Levesque, A. et **Paré, M.** (Juillet 2022). Crise climatique : La Cour suprême refuse d'entendre l'appel des jeunes, *The Conversation*: En ligne.

Maameri, A. (Décembre 2022). L'enfant et l'avocat en protection de l'enfance : Droit compare français-québécois. *Juriste International*, 3: 75-77.

Manirakiza, P. (Février 2022). *Place et rôle de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans le nouveau cadre juridico-institutionnel de l'Union africaine*, pour le compte de l'Organisation Open Society Initiative for West Africa, Dakar (Sénégal).

Paré, M. (Décembre 2022). L'accès des enfants à la justice. *Juriste International*, 3: 37-39.

Paré, M. (Automne 2021/Hiver 2022). La Convention relative aux droits de l'enfant : 30 ans de mise en œuvre, mais où est l'égalité? *Revue droits et libertés*, 40(2): 14-17.

Piché, J., Walby, K. et Dushman, A. (Mars 2022). There is still a prison pandemic: Depopulation with community supports and vaccination remain urgent needs for people incarcerated during the COVID-19 pandemic. *Policy Options/Options politiques*: En ligne.

Seck, S.L., Connolly, C., **Simons, P.** et Axten, A. (Août 2022). *Impact Assessment and Responsible Business Conduct Tools in the Extractive Sector: An Environmental Human Rights Toolbox for Government, Business, Civil Society, and Indigenous Groups*. (SSHRC Knowledge Synthesis Grant: Informing Best Practices in Environmental and Impact Assessments).

Simon, S. (Octobre 2022). Navigating Canada-Taiwan relations: Why Canada needs a renewed strategy to help safeguard peace in the Taiwan Strait. *Macdonald-Laurier Institute Publication*.

Simon, S. (Décembre 2022). Beyond Two States: Taiwan-Canada Indigenous Dialogues. *CICADA News: Centre for Indigenous Conservation and Development Alternatives*, 8(7).

PRIX & NOMINATIONS

Prix et nominations d'importance reçus par nos membres.

Olabisi D. Akinkugbe, membre communautaire, a été élu au Conseil exécutif de la Société américaine de droit international (mai). Il a également rejoint le conseil consultatif du *Center on Inclusive Trade and Development* (septembre).



Jane Bailey a été nommée au Conseil consultatif stratégique du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario en mai. Le Conseil fournit des conseils d'experts indépendants pour veiller à ce qu'un plus large éventail d'intérêts et de perspectives soit pris en compte dans la promotion et la mise en œuvre des objectifs stratégiques du bureau. Jane a également été nommée membre du groupe consultatif international pour l'*Australian Resource Council Fellowship Project* (Melbourne, Australie).



Pierre Gilles Bélanger et **Adam R. Houston** ont soutenu avec succès leur thèse de doctorat cette année. La thèse de Pierre Gilles Bélanger était intitulée *La procédure abrégée dans le contexte de la réforme juridique chilienne - une analyse de la légitimité bourdieusienne à travers ses acteurs judiciaires* sous la direction de la doyenne **Marie-Ève Sylvestre**, membre universitaire. La thèse d'Adam était intitulée *Neglecting the Essentials: Addressing Barriers to Accessing Off-Patent Essential Medicines for Neglected Diseases in Canada* sous la direction du Professeur Amir Attaran.



Ramon Blanco-Barrera, membre communautaire, a reçu le prix du doctorat extraordinaire de l'année pour sa thèse de doctorat obtenue en 2020.



Viviana Fernandez, directrice adjointe, a été récompensée pour son « dévouement exceptionnel à la protection des universitaires en danger et à la promotion de la liberté académique » en tant que membre de longue date du comité consultatif international de *Scholars at Risk*. Ce prix a été décerné lors du Forum 2022 *Philipp Schwartz Initiative & Inspireurope Stakeholder*, qui s'est tenu à Berlin en mai.



André Laliberté est devenu membre du conseil d'administration de l'*East Asian Society for the Study of Religion*.

Le roman *Dandelion* de la professeure **Jamie Liew** a remporté un prix du livre audio et a été présenté comme premier livre du club de lecture *All in a day* de la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC) en octobre.



L'ancien directeur du CREDP, **Edward J. Ratushny**, a été promu à l'Ordre du Canada pour sa contribution au domaine du droit administratif et pour son leadership en matière d'arbitrage et de droit du sport.



La doyenne **Marie-Ève Sylvestre** was a été nommée *Advocatus Emeritus* par le Barreau du Québec en reconnaissance de ses actions professionnelles et pour souligner sa carrière exceptionnelle. La cérémonie a eu lieu à Montréal en novembre.



QUELQUES HISTOIRES DE 2022

Malorie Kanaan est la lauréate de la bourse d'études supérieures Jacques-Gaudreau

Le discours de John Packer à l'Assemblée nationale française mène à l'adoption d'une résolution reconnaissant le génocide ouïghour

Une étudiante de Common Law acquiert expérience inestimable dans les négociations de paix

Des membres du CREDP rencontrent Pramila Pattern

La chercheuse invitée Shabnam Salehi a reçu un prix DVF

De Kyiv à Ottawa : Olha Chernovol trouve un nouveau foyer d'accueil au pavillon Fauteux

Le CREDP soutient la déclaration de l'AHRI sur l'invasion russe de l'Ukraine

Clinique sur les droits de la personne : Un stage qui a un impact sur le monde réel!

Jabeur Fathally nommé directeur du CREDP pour une année

QUELQUES STATISTIQUES POUR 2022

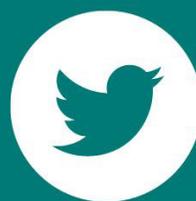
MÉDIAS SOCIAUX & LISTES DE DISTRIBUTION



MENTIONS J'AIME

1 300

augmentation de 31 %



ABONNÉS

2 156

augmentation de 10,5 %



ABONNÉS

1 554

augmentation de 21 %



NON-MEMBRES INSCRITS

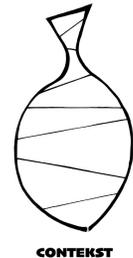
1 235

augmentation de 2 %

ÉVÉNEMENTS



NOS PARTENAIRES



CAHRI | Canadian Association of Human Rights Institutes

Gordon F. Henderson
Chair in Human Rights

Forum pour le dialogue

Alex Trebek

Forum for Dialogue



JuriGlobe



Research Chair in Taiwan Studies | FSS | uOttawa
Chaire de recherche en études Taïwanaises | FSS | uOttawa



uOttawa

Faculté des arts
Faculty of Arts

SCHOLARS AT RISK
NETWORK

SCHOLARS AT RISK
NETWORK  CANADA SECTION



SCHOLARS at RISK
SAR uOttawa

APUO

ASSOCIATION DES PROFESSEUR(E)S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

ISSSP

INSTITUT DE RECHERCHE SUR LA SCIENCE,
LA SOCIÉTÉ ET LA POLITIQUE PUBLIQUE
INSTITUTE FOR SCIENCE, SOCIETY AND POLICY



Collaborations to Address Sexual Violence on Campus



Ukrainian Embassy
Ottawa



CPIJ
PCJI

CANADIAN PARTNERSHIP
FOR INTERNATIONAL JUSTICE

PARTENARIAT CANADIEN
POUR LA JUSTICE INTERNATIONALE



**UN Special Rapporteur
on the Independence of Judges & Lawyers**



Université d'Ottawa
University of Ottawa

Chaire conjointe en études des femmes
Université d'Ottawa | Carleton University



Carleton University

Joint Chair in Women's Studies
University of Ottawa | Carleton University



icj
CANADA

International
Commission
of Jurists



Centre for Law, Technology and Society
Faculty of Law | Common Law Section | University of Ottawa

CENTRE DE RECHERCHE & D'ENSEIGNEMENT SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Université d'Ottawa
Pavillon Fauteux | FTX550
57, Louis-Pasteur privée
Ottawa (ON) K1N 6N5

HRREC@uOttawa.ca



[Facebook.com/uOttawaHRREC](https://www.facebook.com/uOttawaHRREC)



[@uOttawaHRREC](https://twitter.com/uOttawaHRREC)



[HRREC - Human Rights Research and Education Centre](#)



uOttawa